

Expliquer la confiance dans la police

Luc Rouban

▶ **To cite this version:**

Luc Rouban. Expliquer la confiance dans la police. [Rapport de recherche] vague 13, CEVIPOF; Sciences Po Paris; CNRS. 2022, pp.1-14. hal-03693624

HAL Id: hal-03693624

https://sciencespo.hal.science/hal-03693624

Submitted on 10 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

SciencesPo
CEVIPOF

Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 13

Juin 2022

EXPLIQUER LA CONFIANCE DANS LA POLICE

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

Le niveau de confiance dans la police, tel qu'il est mesuré par la vague 13 du Baromètre de la confiance politique est assez haut : 72% des enquêtés ont en effet confiance en elle en 2022. La question qui se pose ici est de savoir comment expliquer non pas les variations dans le temps de ce niveau de confiance mais ce qui fonde cette confiance. À ce titre, on peut émettre plusieurs hypothèses de départ dont on peut trouver de nombreuses illustrations dans les représentations communes de la vie sociale et de leur mise en récit, qu'elles soient à prétention scientifique, partisane ou littéraire.

La première serait que la confiance dans la police est liée à la position sociale des enquêtés, le bourgeois plus ou moins fortuné étant confiant dans les policiers plus que le pauvre qui serait associé statistiquement à la délinquance voire à la criminalité. Cette prégnance de la position sociale ou du contexte social viendrait même s'imposer face aux différences ethniques, notamment aux États-Unis[1].

La seconde serait une hypothèse purement culturelle et politique : le « flic facho » serait détesté par la gauche et la gauche radicale parce qu'il représente l'ordre social et sa propension à réprimer à travers le discours de l'insécurité toutes les tentatives d'émancipation sociale du peuple et des exploités. Mai 68 reste ici un évènement fondateur du débat autour de la pacification du maintien de l'ordre[2] et du rapport toujours quelque peu embarrassé de la gauche avec la police. On est ici au cœur de la politisation de la question policière puisque la police agit plus ou moins sous le regard de tous et peut être appréhendée aussi bien comme instrument de l'État ou bien comme univers professionnel autonome[3].

Les hypothèses sociales et politiques ne sont nullement associées de manière systématique (sauf dans la littérature avec la figure du Javert des *Misérables*) car les registres d'intervention de la police sont multiples (criminalité, maintien

1.
Parmi de nombreux travaux, voir : Yuning Wu, Ivan Y. Sun et Ruth A. Triplett, « Race, Class or Neighborhood Context: Which Matters More in Measuring Satisfaction with Police? », *Justice Quarterly*, 26 (1), mars 2009, p. 125-156

2.
Lilian Mathieu, « L'autre côté de la barricade : perceptions et pratiques policières en mai et juin 1968 », *Revue historique*, 2013 (1), n°665, 2013 (1), p. 145-172

3.
Fabien Jobard, « Police et pouvoir en régime de visibilité », *Délibérée*, 12, La police dans tous ses états, La Découverte, 2021, p.19-23

de l'ordre, action sociale). Par ailleurs, tous les bourgeois ne sont pas de droite et tous les prolétaires ne sont pas de gauche, comme en témoignent régulièrement les enquêtes électorales et la montée en force des populismes[4].

Il reste une troisième hypothèse générationnelle : les « jeunes » seraient particulièrement moins confiants dans la police que les seniors[5] du fait d'un engagement politique plus radical et plus critique à l'égard des institutions de la démocratie représentative qui les amènerait à manifester plus souvent et à ne percevoir la police que sous l'angle du maintien de l'ordre et d'un rejet œdipien du policier comme figure du père à tuer.

Mais au-delà ou en-deçà des variables socio-économiques ou sociopolitiques, la confiance dans la police peut être aussi dépendante d'une évaluation de sa professionnalisation et de son efficacité intrinsèque. Autrement dit, des variables endogènes, que l'on a mesurées dans le cadre du Baromètre, permettent de savoir jusqu'à quel point les enquêtés considèrent que l'action de la police est effective, efficace et pertinente : les policiers sont-ils bien formés, respectent-ils les citoyens, font-ils usage de la force à bon escient, sont-ils honnêtes ? La question se pose très régulièrement depuis les manifestations des Gilets jaune de l'automne 2018 ou sporadiquement lors de manifestations sportives, comme la finale de la Ligue des champions au stade de France en mai 2022, qui suscitent des comparaisons internationales sur le mode d'emploi des forces de l'ordre.

In fine, on peut donc se demander si les variables exogènes sont plus ou moins déterminantes que les variables endogènes pour expliquer le niveau de confiance dans la police.

Les analyses présentées ici reposent sur l'exploitation de la vague 13 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF menée auprès de 10 566 enquêtés du 23 décembre 2021 au 10 janvier 2022.

La génération constitue la seule variable « lourde » qui ait un effet puissant

L'effet de l'âge est très puissant sur les variations de la confiance dans la police[6] puisque l'on passe d'un niveau moyen de 60% chez les 18 - 24 ans à 85% chez les 65 ans et plus. Cependant, il est préférable de regrouper les tranches d'âge en générations supposées partager la même culture ou ayant été confrontées au même environnement social et technologique. Sans entrer ici dans les débats qu'elle peut susciter, il est alors intéressant de reprendre la classification utilisée par les études sociologiques et commerciales[7] qui distinguent :

- La génération de la guerre, réunissant ceux qui sont nés entre 1927 et 1944, et qui ont connu les effets directs ou indirects de la Seconde Guerre mondiale.
- Les « boomers » nés entre 1945 et 1964, qui ont connu dans leur jeunesse le plein emploi et une croissance forte de l'économie ;
- La génération X qui réunit ceux qui sont nés entre 1965 et 1979, qui a connu les chocs pétroliers et la montée du chômage ;
- La génération Y, dénommée également celle des *Millenials*, qui regroupe ceux qui sont nés entre 1980 et 1994, marquée par le développement d'Internet mais également par un rapport au travail plus exigeant et une attente de règles éthiques de la part des entreprises ;

4.
On peut renvoyer ici à tous les bilans électoraux de ces dernières années : Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017

5.
Pour une analyse récente des représentations de la police chez les 18-24 ans et de leur évolution : Farde (Guillaume) et Labarussiat (Floriane), « La confiance Police-population en 2022 : la remontée des 18-24 ans », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 13, mars 2022, 10 p., https://www.sciencespo.fr/cevipof

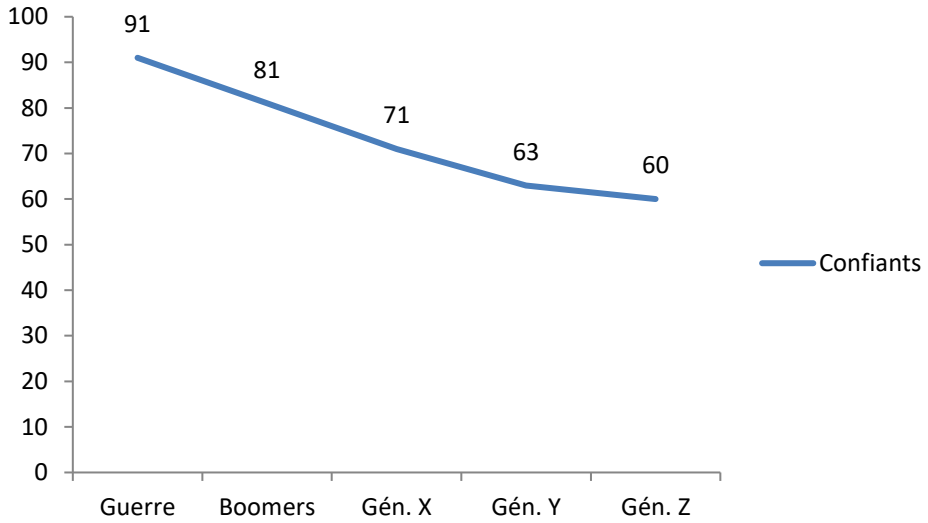
6.
Que l'on mesure ici en dichotomisant la variable et en distinguant ceux qui ont « tout à fait » ou « plutôt » confiance dans la police de tous ceux qui n'ont « pas vraiment » ou « pas du tout » confiance en elle, second groupe auquel on a adjoint ceux qui ne savaient pas quoi répondre

7.
Par exemple, au sein d'une littérature abondante, William Strauss et Neil Howe, *Millennials Rising : The Next Great Generation*, New York, Vintage, 2000

- La génération Z de ceux qui sont nés entre 1995 et 2000 (que l'on prolonge jusqu'en 2004 pour englober ici tous les enquêtés), caractérisée par son insertion dans le numérique, sa connectivité et sa tendance au « communautarisme » consumériste étudiée par les études de marketing.

On dispose ainsi de 263 enquêtés pour la génération de la guerre, de 3 922 boomers, de 2 735 enquêtés pour la génération X, 2 434 pour la génération Y et 1 198 pour la génération Z. Les contrastes sont également très marqués d'une génération à l'autre comme le montre le graphique 1.

Graphique 1 : **La confiance dans la police par génération (%)**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Si la dimension générationnelle s'avère assez clivante, il n'en est pas de même pour les autres variables considérées comme « lourdes » en matière socio-économique. C'est ainsi que le niveau de diplôme ou que la catégorie socioprofessionnelle[8] ne produisent pas des effets statistiques très importants sur la proportion d'enquêtés disant avoir confiance ou pas dans la police.

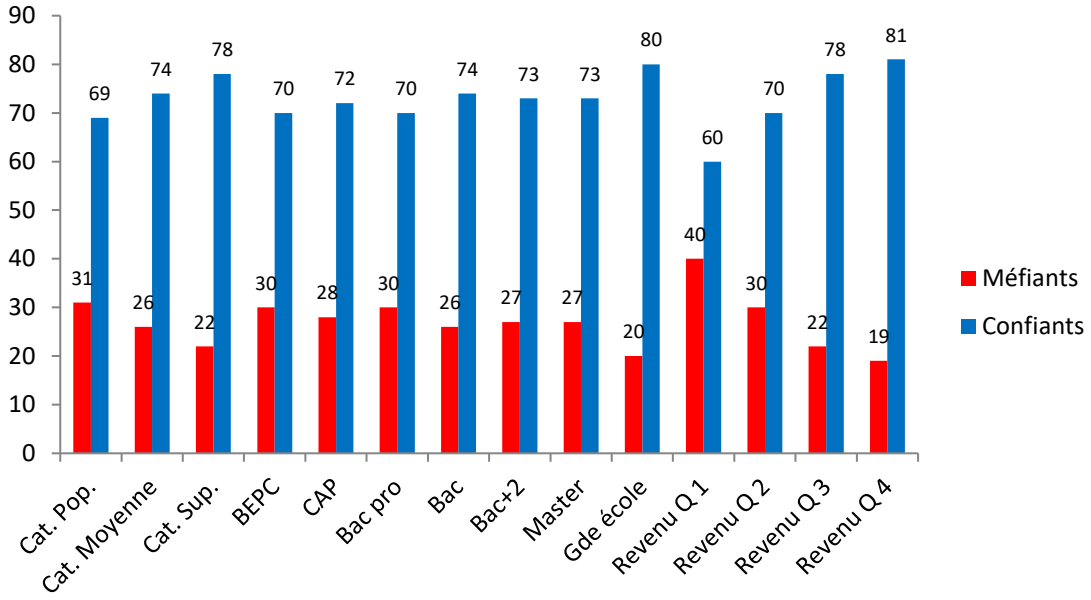
On peut également prendre en considération l'effet du niveau de revenu médian par foyer. Celui-ci a été calculé selon les normes de l'INSEE en tenant compte du nombre de personnes occupant le foyer et notamment du nombre d'enfants de moins de 14 ans (dont le poids est de 0,3 en unités de compte). Il a été ensuite découpé en quartiles. Cependant, l'effet des ressources économiques paraît relativement faible même si son amplitude est plus grande que celle de la catégorie socioprofessionnelle ou du diplôme (graphique 2).

Il n'en va pas de même du classement subjectif[9] sur l'échelle sociale, qui constitue aujourd'hui un facteur très puissant de discrimination des réponses sur le terrain de la confiance portée aux institutions politiques. Plus les enquêtés se situent d'eux-mêmes à un niveau élevé de la hiérarchie sociale et plus la confiance dans la police augmente (graphique 3). On tient déjà là un début d'explication du rapport à la police qui ne relève pas mécaniquement d'une position sociale ou de ressources économiques mais d'une évaluation subjective de sa place dans la société et donc autant de sa mobilité sociale passée que future.

8. La définition des catégories socioprofessionnelles est donnée en annexe

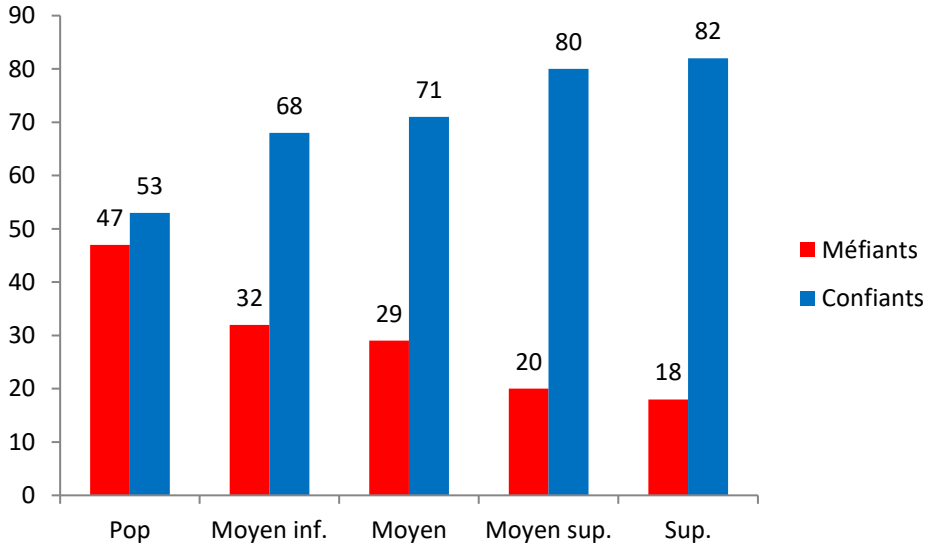
9. Obtenu à partir d'une échelle allant de 0 à 10 et sur laquelle on demande aux enquêtés le niveau qu'ils estiment avoir atteint dans la hiérarchie sociale. On l'a regroupé ici en cinq catégories

Graphique 2 : **Le jeu de la catégorie socioprofessionnelle et du diplôme sur la confiance dans la police (%)**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Graphique 3 : **Le jeu du classement social subjectif sur la confiance en la police (%)**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

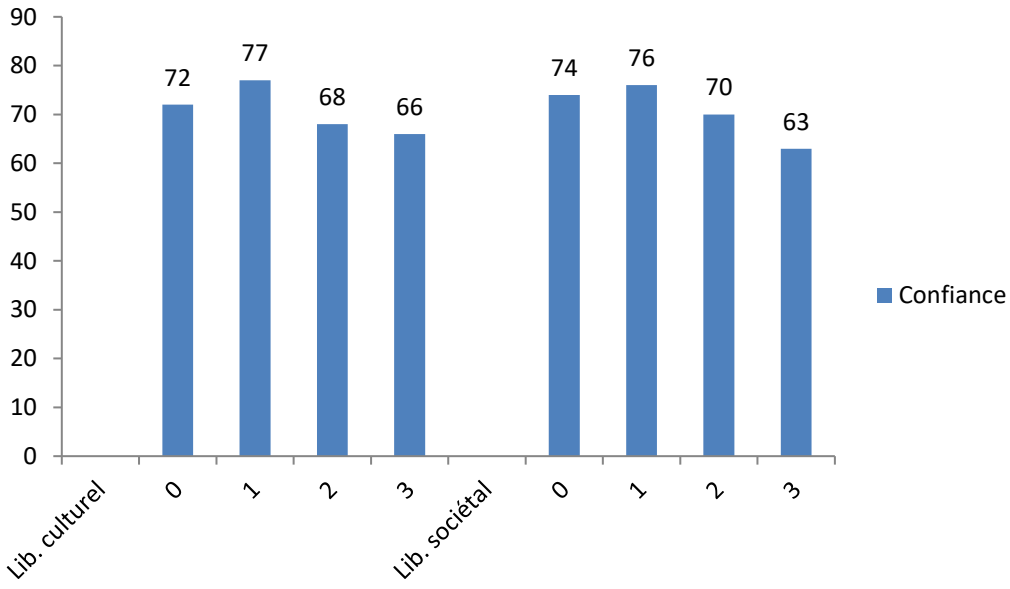
La faiblesse de l'explication culturelle

Une fois que l'hypothèse d'un effet direct et puissant de la position de classe objective sur le niveau de confiance dans la police a été écartée, selon laquelle les pauvres seraient méfiants et les riches confiants, il faut encore étudier l'effet des variables culturelles.

Pour ce faire, on a créé deux indicateurs de valeurs culturelles. Le premier mesure le niveau global de libéralisme culturel. Il repose sur les réponses négatives aux propositions selon lesquelles « il y a trop d'immigrés en France » et « il faut rétablir la peine de mort » comme des réponses positives à la proposition selon laquelle « la PMA pour toutes les femmes est une bonne chose ». Le second mesure le degré d'adhésion à des revendications sociétales et repose sur le fait de considérer que l'on n'est pas assez loin pour promouvoir les droits des femmes, les droits des minorités visibles et les droits des personnes LGBT. Chaque indice va donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses allant dans le sens du libéralisme culturel ou sociétal.

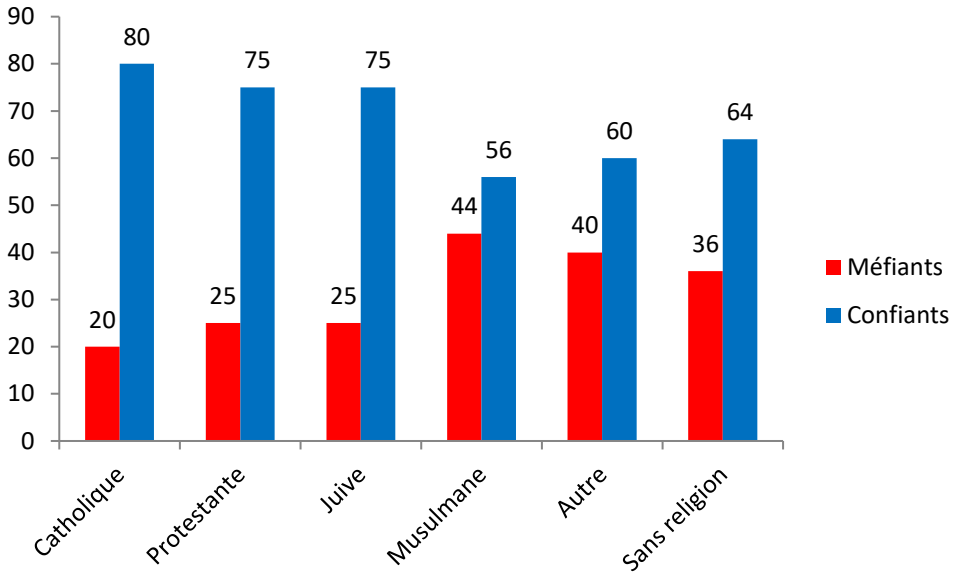
Contrairement à ce que l'on peut penser *a priori*, ni le niveau de libéralisme culturel ni le niveau de libéralisme sociétal ne jouent beaucoup sur la confiance placée dans la police. Seul ce dernier a un léger effet, indiquant que les enquêtés estimant que la société reste en retard sur la question des droits sociétaux ont moins confiance dans la police.

Graphique 4 : **Le niveau de confiance dans la police selon le degré de libéralisme culturel et de libéralisme sociétal (%)**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Graphique 5 : **La confiance dans la police par religion (%)**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Quelle est la variable exogène la plus importante ?

Pour mesurer l'effet relatif réel de ces diverses dimensions exogènes que constituent les générations, les diplômes, les catégories socioprofessionnelles mais aussi les valeurs et les religions, on a réalisé une analyse de régression logistique sur le fait d'avoir confiance ou non dans la police. Afin de rendre cette analyse la plus complète possible, on a introduit dans l'analyse, outre les variables déjà étudiées, différentes dimensions qui peuvent jouer sur la perception de la police, que l'on retrouve dans les diverses justifications ou explicitations politiques de l'attrait ou, au contraire, de la répulsion qu'exerce la police : la valorisation de l'autorité, le désir de vivre de manière indépendante sans contraintes sociales, le rejet d'un système social considéré comme injuste.

L'analyse comprend donc :

- la génération d'appartenance, la catégorie socioprofessionnelle, le groupe social subjectif, le diplôme, l'indicateur de libéralisme culturel, l'indicateur de libéralisme sociétal, la religion ;

- un indicateur de libéralisme économique construit sur la base des réponses aux propositions : « il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires », « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » et « pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut que l'État face davantage confiance aux entreprises ? » ;

- un indicateur d'autonomie sociale mesuré sur la base des réponses aux propositions : « les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions », « les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie », « j'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir » ;

- un indicateur de justice sociale élaboré sur la base des réponses aux propositions : « l'école donne la même chance de réussite à tout le monde », « beaucoup des gens qui sont en haut de l'échelle sociale ne le méritent pas vraiment », « actuellement, diriez-vous que nous vivons en France dans une société juste ou injuste ? » ;

- un indicateur d'autoritarisme reposant sur les réponses aux questions suivantes : est-ce une bonne façon de gouverner : « que d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », « que ce soient des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays », « que l'armée dirige le pays ? » ;

- un indicateur d'efficacité politique mesurant la demande d'action directe, construit sur la base des propositions : « les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez », « quelles que soient les lois que l'on vote, les problèmes de la vie quotidienne ne sont pas réglés », « il est plus utile d'agir au quotidien pour ce que l'on croit que de voter pour des élus » ;

- un indice de précarité économique permettant de mettre en relation le faible niveau de revenu et la situation précaire de l'enquêté. Cet indice est construit sur la base du premier quartile de revenu du foyer et des réponses positives aux questions portant sur le risque de chômage et le fait de ne pas s'en sortir avec les revenus du ménage ;

- enfin, classiquement, un indicateur politique d'auto-positionnement sur l'échelle gauche - droite.

L'analyse de régression (en annexe) montre que de toutes les variables exogènes indépendantes jouant sur la confiance dans la police, c'est la perception de la justice sociale qui arrive en tête, avant la génération, la précarité économique et enfin la religion. La confiance dans la police est donc conditionnée avant tout par des phénomènes sociaux de déclassement et de mise en cause de la méritocratie et cela quel que soit le positionnement politique des enquêtés, leur niveau de libéralisme économique ou culturel, leur précarité économique ou leur religion. On retrouve ici les facteurs principaux de la confiance dans les institutions politiques et sociales[10].

10.
Luc Rouban, *Les raisons de la défiance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022

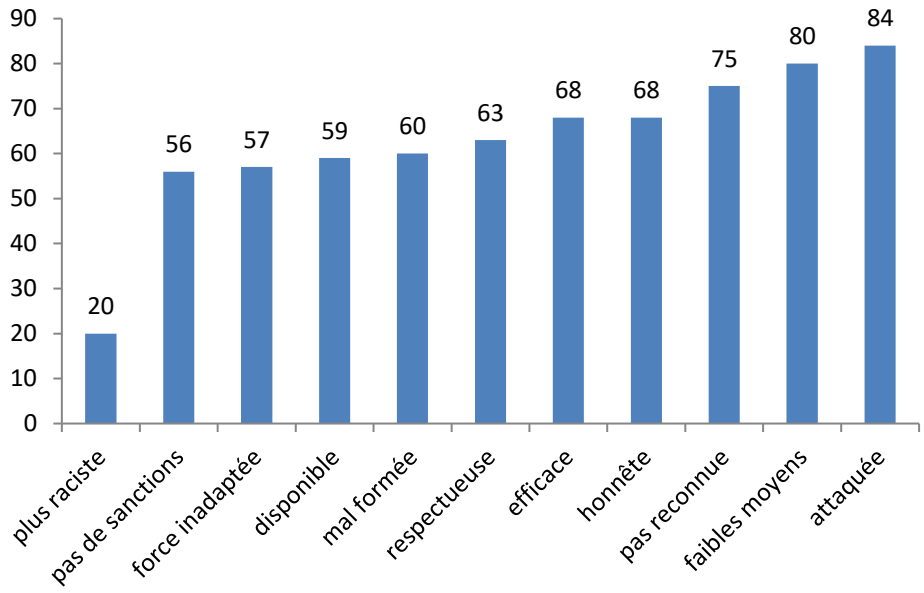
Le statut moral de la police est plus important que son efficacité

Après avoir exploré les variables exogènes qui jouent sur le degré de confiance dans la police, il faut examiner les variables endogènes, c'est-à-dire celles qui permettent de faire l'évaluation de la police et de son travail. La confiance n'est plus alors rapportée à des dispositions sociopolitiques ou socio-économiques mais au jugement que les enquêtés portent sur le fonctionnement même de la police et des rapports qu'elle entretient avec les citoyens.

On dispose dans l'enquête de plusieurs questions permettant cette évaluation : à propos de la police, diriez-vous : qu'elle est plus, autant ou moins raciste que d'autres milieux professionnels, qu'elle n'a pas assez de moyens, qu'elle est efficace/compétente, qu'elle est présente sur le terrain et accessible, qu'elle est honnête, qu'elle traite les gens avec respect, qu'elle fait l'objet d'agressions et d'insultes, qu'elle n'use pas de la force à bon escient en fonction de la situation, qu'elle ne sanctionne pas ses agents lorsqu'ils agissent de manière fautive, qu'elle ne forme pas bien ou suffisamment ses agents, qu'elle n'est pas suffisamment reconnue pour son dévouement ?

Le bilan global (graphique 6) montre à la fois que la question du racisme n'est soulignée que par un enquêté sur cinq et que la situation difficile des forces de police est soulignée fortement à travers le fait que son travail n'est pas reconnu, qu'elle ne dispose pas de moyens suffisants, qu'elle est fréquemment l'objet d'attaques et de critiques. Néanmoins, les aspects négatifs sont également soulignés par une majorité d'enquêtés : pas de sanctions ou sanctions insuffisantes en cas de fautes, usage de la force inadapté, mauvaise formation.

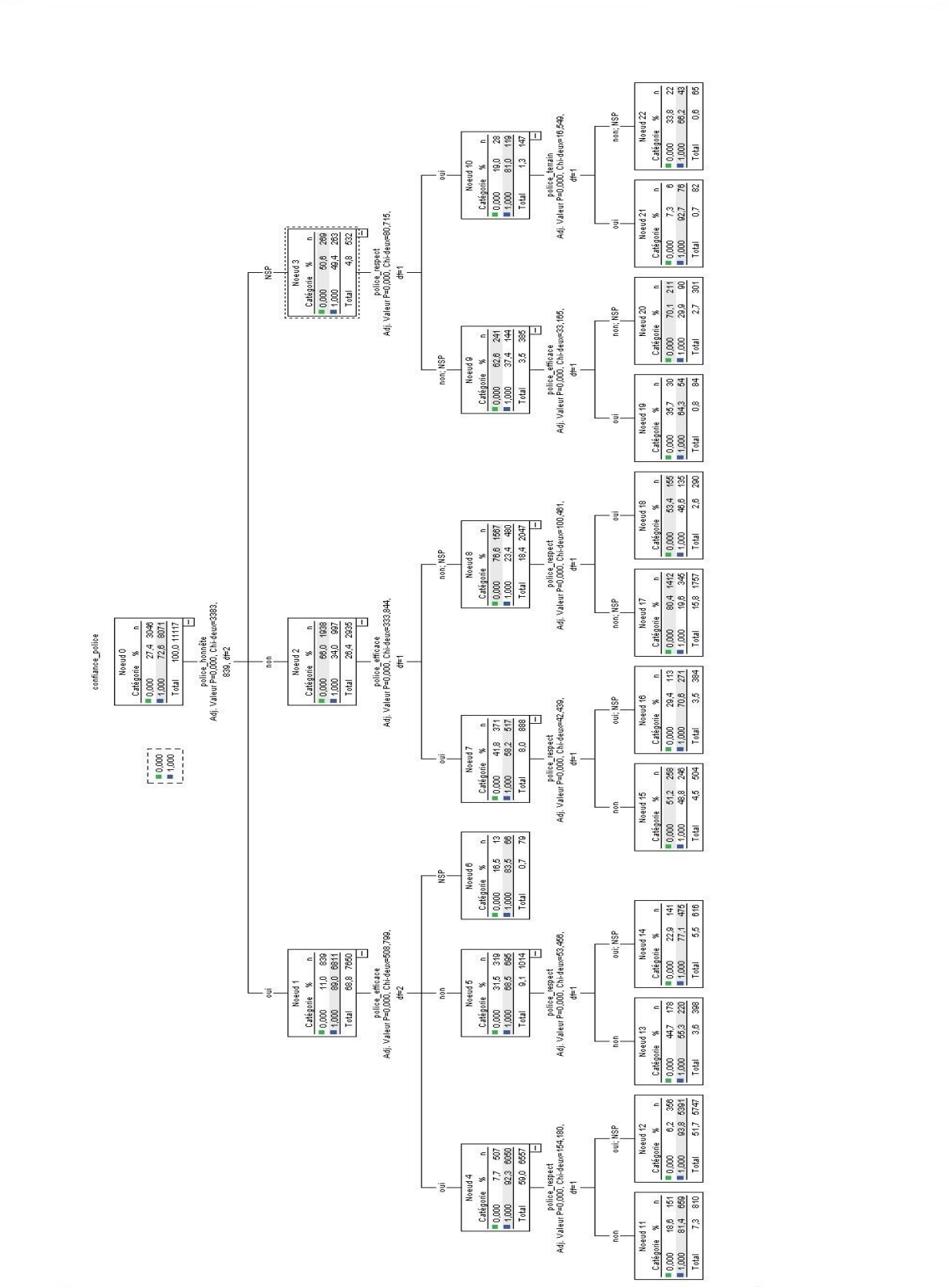
Graphique 6 : **L'évaluation de la police (%)**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

On peut donc se poser la question de savoir quelles sont les aspects les plus déterminants dans l'activité de la police qui jouent sur la confiance qui lui est portée. Une analyse de régression montre que l'honnêteté arrive en tête, suivie par l'efficacité et par le traitement respectueux des citoyens. Cette analyse est corroborée par un classement ascendant hiérarchique (graphique 7) qui permet de prédire le niveau de confiance avec une précision de 84%.

Graphique 7 : **Classement ascendant hiérarchique des variables endogènes jouant le plus sur la confiance dans la police**



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Comme le montre l'arbre, si les enquêtés pensent que la police est honnête et efficace (59% de l'échantillon), la proportion de ceux qui ont confiance en elle monte alors à 92%. À l'inverse, si les enquêtés pensent qu'elle n'est ni honnête ni efficace (18% de l'échantillon), cette proportion tombe à 23%.

On peut comparer les profils des groupes finaux (c'est-à-dire les « nœuds » de l'arbre dont le numéro est indiqué sur le diagramme) 11 et 12 qui affichent les plus hauts niveaux de confiance et ceux des groupes 17 et 20 qui en affichent les plus bas[11]. Ces profils sont loin d'être similaires.

Parmi ceux qui font le plus confiance en la police, le groupe 12 se distingue du groupe 11 dans la mesure où il est plus libéral sur le plan économique, moins libéral sur le plan culturel, où il a le plus confiance dans les institutions politiques[12], où il est le plus convaincu de la justice sociale. C'est un groupe où les intentions de vote en faveur d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 sont les plus importantes, qui est le plus attaché à l'autorité, qui se situe le plus à droite sur l'échelle gauche - droite, et qui ne pense pas que la police soit un milieu plus raciste que les autres milieux professionnels. En revanche, ces deux groupes ne se différencient pas en ce qui concerne la distribution des générations, des diplômes ou des catégories socioprofessionnelles. Par comparaison, les membres du groupe 11 se situent bien plus à gauche et de l'éventail politique et des valeurs et des intentions de vote. Il se distingue aussi du groupe 12 par le fait qu'il considère que la police ne traite pas les usagers avec respect.

La comparaison des deux groupes qui font le moins confiance à la police montre également des différences importantes entre le groupe 20 et le groupe 17. Le groupe 20 est composé en bien plus grandes proportions de femmes, un peu plus d'habitants de l'agglomération parisienne, s'avère peu attiré par l'autoritarisme, est peu libéral sur le plan économique comme sur le plan culturel et ne peut pas ou ne veut pas se positionner sur l'échelle gauche - droite. Il partage certains points communs avec le groupe 17 : forte propension à voter pour la gauche radicale, faible confiance dans les institutions politiques, faible degré d'adhésion à l'idée que la société est juste, auto-positionnement subjectif sur l'échelle sociale privilégiant les notes les plus basses. Mais le groupe 17 se sépare du groupe 20 sur plusieurs points essentiels : il vote en plus grandes proportions pour la droite radicale, est bien plus installé dans la précarité économique, soutient plus fortement le mouvement des Gilets jaunes, habite plus souvent dans des territoires en difficulté, appartient plus largement à la génération Y, considère en grandes proportions que la police est un milieu plus raciste que les autres milieux professionnels et s'avère plus favorable à l'expansion des droits sociétaux. Ces caractéristiques font que le groupe 17 représente l'illustration la plus proche du mouvement des Gilets jaunes et de ses ambiguïtés comme de sa critique du personnel politique. Du reste, 90% des membres du groupe 17 se situe sur la partie haute d'un indicateur de critique des élus[13] contre 61% du groupe 20. Ce dernier est plus éloigné du monde du travail car il est composé à 40% soit de retraités soit d'inactifs.

11.
Le cas particulier du groupe 21 qui affiche plus de 92% de confiance n'est pas traité ici du fait d'un effectif très réduit (N=82)

12.
Les proportions indiquées dans le tableau 1 sont celles de la partie haute des indices

13.
Les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts ; d'une manière générale, les responsables politiques ne montrent pas de respect pour les citoyens ; les responsables politiques ne sont pas des gens sincères qui suivent leurs convictions

Tableau 1 : **Caractéristiques des groupes les plus confiants et les plus défiants à l'égard de la police (%)**

	Groupes confiants		Groupes défiants	
	Groupe 11	**Groupe 12**	**Groupe 17**	**Groupe 20**
Cat. populaire	38	42	49	54
Niveau master	19	17	16	13
Classement subjectif populaire	8	7	18	15
Classement subjectif moyen inférieur	21	19	27	28
Boomers	44	43	28	35
Génération X	23	26	27	28
Génération Y	19	19	30	23
Génération Z	11	8	15	14
% de femmes	46	50	53	67
Milieu rural	22	25	23	25
Agglo. Paris	17	15	17	21
Territoire en difficulté	47	41	56	34
Revenus foyer quartile 1	23	20	34	45
Précaires économiques	37	31	53	39
Libéralisme économique	53	66	42	25
Libéralisme culturel	52	40	53	31
Libéralisme sociétal	35	27	38	27
Justice sociale	32	46	15	17
Autoritarisme	33	40	26	14
Confiance dans les institutions politiques	46	57	17	20
Soutien aux GJ	58	46	64	39
Plus de racistes dans la police	23	11	43	15
Échelle G-D				
Gauche	25	12	28	17
Centre	25	31	25	22
Droite	34	40	21	9
NSP	17	17	26	53
Intentions de vote présidentielle 2022				
Gauche radicale	19	9	31	32
Socialo-écologistes	14	9	12	18
E. Macron	20	31	11	16
Droite	19	20	9	10
Droite radicale	28	31	37	24

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Note : on ne fait figurer dans le tableau que les variables ou les items les plus discriminants. L'indice de confiance dans les institutions politiques repose sur la confiance accordée au conseil municipal, départemental, régional, à l'Assemblée nationale, au gouvernement, à l'institution présidentielle et à l'Union européenne.

Les variables endogènes comptent plus que les variables exogènes

Au total, on peut alors se poser la question de savoir quelles sont les variables qui jouent le plus sur la confiance dans la police : s'agit-t-il de variables exogènes de nature sociopolitique ou socio-économique ou bien de variables endogènes directement liées au comportement des policiers et à leur professionnalité ? Comme le montre l'analyse de régression suivante, où l'on a retenu les trois variables exogènes et endogènes les plus importantes, il

apparaît que ce sont bien ces dernières qui expliquent le plus la confiance dans la police, l'honnêteté en premier, suivie par l'efficacité et par le respect envers les usagers.

Tableau 2 : **Analyse de régression sur les variables jouant le plus sur la confiance placée dans la police**

	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)
Indice de justice sociale			92,696	3	,000	
(1)	-,898	,137	43,215	1	,000	,407
(2)	-,603	,136	19,595	1	,000	,547
(3)	-,238	,142	2,798	1	,094	,788
Générations			82,929	4	,000	
Guerre	1,210	,278	18,951	1	,000	3,353
Boomers	,630	,097	42,582	1	,000	1,877
Génération X	,278	,095	8,640	1	,003	1,321
Génération Z	,013	,094	,018	1	,893	1,013
Indice de précarité économique			55,065	3	,000	
(1)	,597	,101	34,659	1	,000	1,816
(2)	,252	,091	7,629	1	,006	1,286
(3)	,011	,090	,014	1	,905	1,011
Police honnête			452,833	3	,000	
(1)	-2,102	,177	140,614	1	,000	,122
(2)	-1,753	,148	139,914	1	,000	,173
(3)	-,507	,144	12,380	1	,000	,603
Police efficace			396,000	3	,000	
(1)	-1,589	,168	89,277	1	,000	,204
(2)	-1,414	,131	116,550	1	,000	,243
(3)	-,235	,128	3,380	1	,066	,791
Police respectueuse			297,831	3	,000	
(1)	-1,524	,162	87,951	1	,000	,218
(2)	-,928	,138	45,400	1	,000	,395
(3)	,035	,135	,068	1	,794	1,036
Constant	3,220	,213	228,725	1	,000	25,026

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 13, CEVIPOF.

Une vision dissociée de la police

Il ressort de ces résultats que la police fait l'objet d'une vision dissociée. Tout d'abord par le fait que les arguments sociaux ou politiques occupent fortement un débat qui, au bout du compte, soulève en tout premier lieu la question de la professionnalité et de son évolution plutôt que des questions relatives à la dimension répressive du pouvoir ou relatives au régime social idéal dans lequel fonctionnerait une police idéale. Cette dissociation joue ensuite dans le fait que la confiance, très majoritaire, dans les forces de police n'empêche pas de porter un regard critique sur ses modes opératoires. Même parmi ceux qui ont le plus confiance (groupe 12), on en trouve une majorité (58%) qui considère peu ou prou que la police ne sait pas faire usage de la force à bon escient, qu'elle n'est pas suffisamment formée (56%), et une grosse minorité (46%) pour considérer qu'elle ne sanctionne pas ses agents lorsqu'ils agissent de manière fautive.

Définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Analyse de régression : les variables sociopolitiques jouant le plus sur la confiance dans la police

	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Générations			138,964	4	,000	
guerre	1,469	,253	33,738	1	,000	4,345
boomers	,913	,105	75,701	1	,000	2,491
génération X	,581	,100	33,987	1	,000	1,787
génération Y	,154	,098	2,488	1	,115	1,166
Groupe social subjectif			13,532	4	,009	
populaire	-,257	,136	3,566	1	,059	,773
moyen-inférieur	,023	,124	,035	1	,853	1,023
moyen	-,118	,122	,939	1	,332	,889
moyen supérieur	,025	,116	,048	1	,826	1,026
Indice libéralisme économique			59,615	3	,000	
(1)	-,633	,094	44,984	1	,000	,531
(2)	-,358	,081	19,381	1	,000	,699
(3)	-,099	,078	1,582	1	,208	,906
Indice libéralisme culturel			24,698	3	,000	
(1)	-,151	,099	2,300	1	,129	,860
(2)	,203	,084	5,806	1	,016	1,225
(3)	-,023	,082	,078	1	,780	,977
Indice autonomie			97,116	3	,000	
(1)	-,796	,089	79,920	1	,000	,451
(2)	-,500	,072	47,872	1	,000	,606
(3)	-,243	,066	13,722	1	,000	,784
Indice justice sociale			207,062	3	,000	
(1)	-1,355	,131	107,093	1	,000	,258
(2)	-,966	,129	56,491	1	,000	,381
(3)	-,403	,133	9,133	1	,003	,669
Indice autoritarisme			42,417	3	,000	
(1)	-,594	,101	34,829	1	,000	,552
(2)	-,443	,097	21,057	1	,000	,642
(3)	-,232	,100	5,391	1	,020	,793

Indice efficacité			76,488	3	,000	
(1)	-,855	,112	58,634	1	,000	,425
(2)	-,143	,086	2,778	1	,096	,867
(3)	,146	,063	5,301	1	,021	1,157
Diplôme			1,526	2	,466	
CAP	-,085	,086	,975	1	,323	,919
Bac+2	-,014	,075	,033	1	,856	,987
Échelle gauche-droite			37,191	3	,000	
gauche	-,104	,085	1,500	1	,221	,901
centre	,199	,075	6,954	1	,008	1,220
droite	,370	,080	21,613	1	,000	1,448
Catégorie socio-professionnelle			1,556	2	,459	
populaire	,096	,089	1,157	1	,282	1,101
moyenne	,107	,087	1,524	1	,217	1,113
Indice libéralisme sociétal			8,143	3	,043	
(1)	,164	,084	3,810	1	,051	1,178
(2)	,233	,085	7,550	1	,006	1,263
(3)	,203	,091	4,959	1	,026	1,225
Indice précarité économique			99,562	3	,000	
(1)	,823	,100	67,946	1	,000	2,278
(2)	,315	,086	13,533	1	,000	1,370
(3)	,053	,083	,405	1	,524	1,054
Religion			81,067	5	,000	
catholique	,419	,057	54,007	1	,000	1,521
protestante	,102	,184	,310	1	,578	1,108
juive	-,046	,264	,031	1	,860	,955
musulmane	-,435	,133	10,663	1	,001	,647
autre	-,217	,175	1,542	1	,214	,805
Constante	1,437	,230	38,988	1	,000	4,209

Édition : Florent Parmentier **Mise en forme :** Marilyn Augé

Pour citer cette note : ROUBAN (Luc) « Expliquer la confiance dans la police *», Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 13, juin 2022, 14 p.

© CEVIPOF, 2022 Luc Rouban